



secretariat.federation@ufap.fr

PROTOCOLE D'INCARVILLE :

POINT D'ÉTAPE AVEC LE GARDE DES SCEAUX

Pantin, le 17 novembre 2025

Le jeudi 13 novembre, le garde des Sceaux a convié les organisations syndicales signataires du protocole d'Incarville pour un point d'étape sur les avancées des 33 actions à mettre en œuvre.

L'UFAP UNSa Justice n'a pas perdu de temps : nous avons ramené la réalité à la table en rappelant au Ministre quelques vérités auxquelles sont confrontées les Personnels pénitentiaires.

Pendant que certains se contentent d'autocongratulation, FO en tête, fidèle à ses monologues en « moi je », **l'UFAP UNSa Justice** a rappelé au Ministre une vérité brutale : **les 855 créations de postes annoncées ne sont qu'un mirage. À peine une centaine réellement disponible, le reste est destiné à l'ouverture des nouveaux établissements, alors qu'il manque plus de 4 000 agents pour faire tourner une pénitencière qui s'asphyxie !** Nous avons exigé **un plan massif de résorption des emplois vacants**, parce que les structures **crèvent lentement**, faute de bras et de moyens. **5 000 agressions physiques par an** : voilà le prix d'un État incapable de protéger ceux qui le servent.

TOUS LES CORPS SONT EN DANGER :

Personnels de surveillance, probation, insertion, administratifs, techniques : **personne n'est épargné...**

- **193 000 suivis extérieurs** pour les SPIP : une surcharge explosive.
- **Surpopulation pénale endémique**
- Administratifs sous-dimensionnés et sans organigramme de référence, **heures écrêtées** par des directions qui profitent honteusement de leur conscience professionnelle.
- Personnels techniques sacrifiés, chargés de maintenir des infrastructures pour beaucoup **vétustes, saturées, dangereuses**.
- Et une volumétrie **d'heures supplémentaires impayées** de plus d'un million d'heures : un crédit honteux contracté par l'État sur le dos de ses propres agents.

Des demandes fortes : armement, commandement ERIS, télé médecine et établissements spécialisés.

L'UFAP UNSa Justice a également indiqué l'importance de créer **un commandement central pour les ERIS** afin d'assurer une gestion opérationnelle cohérente et d'éviter les **utilisations abusives et parfois en dehors de la doctrine** constatées dans certaines DI.

Autre sujet, celui de l'armement des personnels en dehors du service pour lequel le ministre nous dit vouloir avancer. Un décret sera présenté au Conseil d'Etat d'ici la fin de l'année et concernera les ERIS ainsi que les ESP.

Un premier pas, qui n'est pas suffisant pour notre organisation syndicale, qui rappelons le, se bat depuis le début pour faire reconnaître que la nature même de nos fonctions justifie cette autorisation pour **TOUS** les personnels souhaitant en disposer.

L'UFAP UNSa Justice a aussi demandé le **développement massif du recours à la télémedecine** afin de réduire de façon drastique les extractions médicales.

Enfin, nous avons demandé au Ministre d'en finir avec le « Syndrome du Q », visant à développer une politique du quartier, sans vision à long terme. Nous avons à la place exigé de mettre en **œuvre une politique de construction d'Etablissements Spécialisés et Adaptés (ESA) aux profils pénaux et carcéraux des détenus** : une urgence pour gérer les détenus violents, atteints de problèmes psychiatriques, terroristes...

Le ministre a répondu être favorable à la proposition de **L'UFAP UNSa Justice** et propose une possible expérimentation, en 2026, pour les détenus présentant des troubles psychologiques lourds et des pathologies psychiatriques.

FILIERE FORMATION :

L'UFAP UNSa Justice a pointé la crise majeure de la filière formation. Nous avons réitéré notre demande de création d'une annexe de l'ENAP et de centres interrégionaux de formation dans chaque DISP, accompagnée d'une politique ambitieuse de recrutement de moniteurs et instructeurs.

Le ministre souhaite également la construction d'une annexe de l'ENAP et le lieu de son implantation est actuellement à l'étude (Clairvaux, Lyon, ...).

Budget :

29 millions d'euros supplémentaires pour 2025 pour du matériel et des travaux de sécurisation dans 6 maisons d'arrêts : Paris-La Santé, Toulouse-Seysses, Arras, Dijon, Rennes, Toulon.

Le ministre évoque un plan de résorption des emplois vacants étalé entre 2027 et 2030... Quelle blague, c'est prendre un engagement sans s'engager : l'urgence est actuelle et ce plan reste soumis au résultat des prochaines élections présidentielles...

Équipements :

- Véhicules : Il est prévu l'achat de 2 véhicules blindés pour Lille et Rennes en raison de l'ouverture des QLCO de Vendin et Condé. 5 véhicules sont également prévus pour les ENT de Fresnes fin 2025 et d'autres pour Réau en 2026. Concernant les véhicules blindés défendus par la seule **UFAP UNSa Justice**, nous soulignons l'effort fait par la DAP mais continuons d'exiger une dotation pour chaque base ERIS.
- Tenue civile : le ministre y est « très favorable ». Mais sur le terrain, rien n'avance. Certains DI, une fois de plus traitent ce sujet en roue libre et sans vraiment comprendre l'intérêt opérationnel et sécuritaire de cette mesure. L'UFAP UNSa Justice attend de la DAP de faire preuve d'autorité dans l'application de cette mesure.

Armement :

- ⇒ 338 APC9 commandés, 256 livrés et 80 en cours de livraison.
- ⇒ 120 PIE déjà déployés, 80 restant à déployer et 300 en cours de commande.
- ⇒ Caméras individuelles : 292 pour les ERIS, 137 pour les PREJ, 82 pour les établissements. Il y aura une 2^e vague de 1700 caméras.

- ⇒ Plaques balistiques : marché repoussé à 2026 pour prendre en compte la résistance au 7.62. En attendant, on bricole avec des plaques hors marché et certains équipages sortent parfois sans plaque !
- ⇒ Brouilleurs : 220 commandés et livrés, mais seulement 58 sites équipés sur 76 ciblés

ESR :

Pour l'instant, seules les DISP de Paris et de Strasbourg ont démarré l'utilisation des ESR. Toutes les régions devraient en être dotées au 31/12 de cette année, soit 46 sites. Mais seulement 235 agents formés à l'heure actuelle. Objectif pour 2025 : 298... **L'UFAP UNSa Justice** rappelle qu'elle réclame un déploiement élargi des ESR aussi bien sur les PREJ que sur les ELSP, UH et ENT ! Ce maillage territorial permettrait de répartir la charge de travail sur un plus grand nombre !

L'UFAP UNSa Justice a également dénoncé le glissement actuel des niveaux d'escortes vers le bas afin d'éviter à tout prix un maximum d'Impossibilité De Faire ! Une dérive dangereuse.

Le ministre et le DAP ont annoncé qu'il fallait émettre des IDF quand cela s'avère nécessaire. Nous avons dénoncé que sur le terrain, la réalité est tout autre. Nous avons cité pour exemple la DISP Paris qui, avec un taux de couverture dans ses PREJ de 50%, avait un taux anormalement bas d'IDF !

Juridictions et hôpitaux : les mêmes problèmes, encore et toujours :

46 juridictions identifiées comme problématiques en termes de sécurité. Les badges, les geôles, les SAS véhicules, le wifi... tout est « en cours ». En attendant, les agents continuent de travailler dans des conditions indignes. Les chambres sécurisées ? 12 à Paris, 36 en perspective. Mais combien de temps faudra-t-il attendre pour que ce soit une réalité partout ?

Rythme de travail :

80 établissements normalement « volontaires » pour des changements de services, mais sans effectifs supplémentaires, c'est juste une mascarade ! De plus, **L'UFAP UNSa Justice** a dénoncé un détournement de cette mesure par certains DIOS et chefs d'établissement plus attachés à faire des économies d'heures plutôt qu'à garantir un meilleur équilibre vie pro/vie perso des agents ! Nous le répétons : **Aucun changement sans l'accord des personnels !**

En finalité, l'administration brandit les chiffres comme des trophées, mais la réalité est crue : agents épuisés, prisons saturées, matériel insuffisant et budget sans ambition.

L'UFAP UNSa Justice refuse que les personnels soient les variables d'ajustement d'une politique pénitentiaire qui se contente de colmater les brèches.

Ce protocole que nous défendons depuis le début ne pourra pas à lui seul guérir un système pénitentiaire à bout de souffle.

La situation actuelle est préoccupante, pendant que les personnels croulent sous les coups sans effectif et avec très peu de moyen, il ne s'agirait pas de tourner la tête et faire fût de ne pas voir !

L'UFAP UNSa Justice ne lâchera rien, nous le devons à Fabrice, à Arnaud et à toutes celles et ceux qui quotidiennement font fonctionner un système pénitentiaire au bord de l'embrasement !

Le Secrétaire Général,

Alexandre CABY